

ÉCOLOnews

Novembre 2015 – n°7

**LE PACTE
ÉCOLOGISTE**

p. 3

TRAVAIL

**Les emplois
de demain p. 5**

CLIMAT

**La mer
monte p. 9**

LOGEMENT

**Rénovation
thermique p. 13**

NATURE

**Objectif zéro
déchets p. 14**

AVEC **SOPHIE BRINGUY**



Élections régionales des 6 et 13 décembre 2015

Manifeste pour une région écolo et solidaire en Pays de la Loire

Citoyen-ne-s, associatifs-ves, élu-e-s, syndicalistes, salarié-e-s du privé et du public, sans emploi, indépendant-e-s, artisan-e-s, commerçant-e-s, paysan-ne-s, chef-e-s d'entreprise, étudiant-e-s, retraité-e-s...

Nous sommes de plus en plus nombreux à vouloir un projet de société écologique et solidaire à la hauteur des défis du 21ème siècle !

Loin d'être fatalistes, nous considérons les défis actuels comme autant d'opportunités pour construire, ensemble, une Région où toutes et tous pourront vivre dignement et s'épanouir dès aujourd'hui.

Pour répondre au défi climatique, accompagnons la **transition énergétique**. La rénovation thermique des bâtiments est un vecteur d'emplois locaux et non délocalisables, mais aussi de lutte contre les inégalités et d'amélioration des conditions de vie de chacun-e.

Pour préserver les ressources naturelles, développons **l'économie circulaire** dans nos bassins économiques. Soutenons la fabrication de produits fiables et durables, appuyons-nous sur l'artisanat et relançons les activités de récupération, transformation, réemploi, rénovation ou réparation.

Pour contribuer à notre santé, au maintien de la biodiversité et à une alimentation et une eau de qualité, encourageons une **agriculture durable et proche de nous**, à dimension humaine, pourvoyeuse d'emplois, de produits sains et de qualité, accessibles à tou-te-s. Pour favoriser l'épanouissement et l'ouverture au monde, **soutenons la création et l'action culturelle**, dans toute sa diversité, et confortons

l'éducation populaire.

Pour permettre à chaque habitant-e de notre Région de vivre dignement, pour libérer les énergies créatrices et lutter contre l'exclusion, **expérimentons le revenu de base universel.**

Partout et chaque jour, les acteurs de la transition et les laboratoires d'innovations sociales agissent et prouvent que les solutions existent. Les élections régionales de 2015 doivent être l'occasion d'amplifier cette dynamique. Les Régions sont un échelon stratégique pour nourrir cette énergie transformatrice.

Redéployons les budgets aujourd'hui bloqués par les projets inutiles comme le nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes pour améliorer les liaisons ferroviaires régionales ou inter-régionales, **optimiser l'aéroport actuel de Nantes Atlantique** et travailler sur un maillage rural de l'offre des transports collectifs régionaux.

Poursuivons le travail initié pour la **formation tout au long de la vie et les métiers de demain** : chacun et chacune doit pouvoir acquérir les compétences nécessaires pour l'accès à l'emploi.

Accompagnons les citoyen-ne-s de demain en multipliant les initiatives, dans les lycées et les CFAP notamment, qui permettront aux jeunes de s'ouvrir au monde tout en devenant des acteurs et actrices à part entière de leur territoire. Emparons-nous des compétences renforcées de la Région en matière d'aménagement du territoire pour **lutter contre les inégalités territoriales**, pour réconcilier l'urbain et le rural, en visant un juste équilibre.

Portons une véritable **solidarité locale**

et internationale, en accentuant nos coopérations pour apporter des réponses aux détresses des populations les plus fragiles, qu'elles vivent ici, en Grèce ou de l'autre côté de la Méditerranée.

Avec des élu-e-s ouverts et exemplaires, donnons aux citoyennes et citoyens le pouvoir d'agir : place à l'innovation citoyenne !

Instaurons une **charte éthique** (sur le non-cumul des mandats notamment) et soutenons des élus qui se consacrent pleinement à leurs dossiers et organisent le dialogue citoyen.

Avec la mise en place du **droit d'interpellation citoyen et le référendum d'initiative locale**, rapprochons le Conseil régional des habitant-e-s.

Mettons en place un **fonds pour l'innovation sociétale** permettant d'accompagner les expériences novatrices qui ne rentrent pas dans les cases des politiques institutionnelles.

Pour porter cette vision et ces valeurs, nous participerons avec Sophie BRINGUY au rassemblement écologiste, citoyen et solidaire. De la Mayenne à la Vendée, de la Loire-Atlantique à la Sarthe, en passant par le Maine et Loire, nous femmes et hommes des Pays de la Loire, nous mobilisons et voulons agir.

Notre responsabilité est accrue en cette année de conférence mondiale sur le climat, la COP 21, qui aura lieu à Paris en décembre, en même temps que les élections régionales. Envoyons un signal fort : portons toutes et tous ensemble un projet écologiste pour notre territoire !

Retrouvez le texte complet du manifeste et signez le sur www.bringuy2015.fr

LES PREMIERS SIGNATAIRES DU MANIFESTE

Yannick JADOT (eurodéputé), Ronan DANTEC (sénateur - 44), Marie CAPDECOMME (journaliste - 44), Jean CAROTI (responsable associatif - 44), Pascale CHIRON (vice-présidente de Nantes Métropole - 44), Patrick COTREL (retraité - 44), Thomas DUBREUIL (avocat - 44), Sylvain et Brigitte FRESNEAU (agriculteurs - 44), François GABORY (directeur centre culturel - 44), Madeleine HERVY (militante associative - 44), Dominique LEBRETON (agriculteur - 44), Amal LABADI (animatrice - 44), Jean Philippe MAGNEN (vice-prési-

dent du Conseil régional - 44), Patrick NAIZAIN (adjoint au maire de Couëron - 44), Corinne BOUCHOUX (sénatrice - 49), Clarisse DHOMMÉ (viticultrice - 49), Vincent DULONG (conseiller municipal d'Angers - 49), Franck LOISEAU (professeur - 49), David POISOT (militant associatif - 49), Sophie QUINCHARD (chercheuse - 49), Daphné RAVENEAU (adjointe au maire de Seiches-sur-le-Loir - 49), Gérard VÉRON (retraité - 49), Véronique COUTAND (enseignante - 53), Yann LEFEVRE (metteur en scène - 53), Benoît MARICHAL (militant associatif - 53), Vincent RESTIF (adjoint au maire de Pommerieux - 53), Corinne ROMAGNE (infirmière - 53), Jérôme ROUSSELET (comédien - 53), Jean THOUROUDE (syndicaliste - 53),

Abdellatif AMMAR (conseiller municipal du Mans - 72), David BASTARD (ouvrier spécialisé - 72), Eric CAILHAU (agriculteur - 72), Adji DRAME (conseillère municipale de Coulaines - 72), Michel HUBERT (acteur culturel - 72), Isabelle SÉVÈRE (1ère adjointe au maire du Mans - 72), Guy BATIOU (conseiller communautaire de la Roche-sur-Yon - 85), Claudie BOILEAU (conseillère régionale - 85), Annie BUREAU (retraîtée), Jean BESSON (agriculteur - 85), Jean COIRIER (retraité - 85), Bernard CROZEL (architecte - 85), Tony DEMEURANT (enseignant - 85), Claudine GOICHON (conseillère régionale - 85), Marie-Josée GUILLET (cadre associative - 85), Yves LE QUELLEC (militant associatif - 85), Anne VALIN (retraîtée - 85)

LE PACTE DES RÉGIONS ÉCOLOGISTES

OBJECTIF 100% QUALITÉ DE VIE

Avec le pacte 100% qualité de vie, les écologistes veulent **renouveler la démocratie locale, réduire les inégalités, respecter l'environnement et relever le défi climatique.**

Ce pacte comprend **7 objectifs et 14 propositions**, il a vocation à faire des régions les **leaders de la transition écologique et sociale** sur nos territoires.

100% ACTIFS

1

Aider en priorité les petites entreprises et les artisans locaux

Créer un revenu de base universel et encourager la réduction du temps de travail

2



100% RENOUELVABLES

5

Investir massivement dans les énergies renouvelables

Stopper les dépenses dans les énergies fossiles

6



100% BIO

7

Généraliser le bio dans les cantines

Donner des terres pour l'agriculture durable

8



100% NATURE

9

Imposer une règle verte pour stopper la bétonisation des terres

Végétaliser les villes en plantant des millions d'arbres

10



100% ÉTHIQUES ET CITOYENS

11

Lutter contre les paradis fiscaux

Protéger les lanceurs d'alerte

12



100% SOLIDAIRES

13

Lutter contre la ségrégation sociale et réconcilier les territoires

Accueillir les réfugiés avec dignité

14



Des régions 100% qualité de vie, **c'est possible avec les écologistes.**

6 ET 13 DÉCEMBRE 2015
ÉLECTIONS RÉGIONALES,
VOTEZ !

→ Le pacte en intégralité sur eelv.fr

Transports

VIVE LES TRAINS DU QUOTIDIEN !

Le gouvernement vient de réaffirmer l'engagement de l'État pour trois lignes à grande vitesse. Coût estimé : 35 milliards d'euros. Coût probable : beaucoup plus.

Ces investissements se font souvent au détriment des trains du quotidien et de la rénovation du réseau de proximité : TER, RER et Intercités. Avec des conséquences sur notre qualité de vie et le dynamisme de nos territoires (retards, trains supprimés, villes oubliées...). L'urgence est de favoriser la mobilité durable des citoyens, c'est-à-dire de diminuer les temps



de trajet, de trouver des alternatives à la voiture et au camion, mais aussi de développer tous les transports publics de proximité. En abandonnant les

projets inutiles et hors-de-prix, comme le Lyon-Turin (26 milliards d'euros), nous ferons revivre les trains du quotidien au service de l'égalité des territoires !

PRATIQUE EN COVOITURAGE, SIMONE !

Le jour se lève à peine lorsque Aïcha, 28 ans, pénètre dans la gare routière de Clermont-Ferrand. « J'attends Éveline, ma covoitureuse. Je dois me rendre à Bourges pour voir des amis », dit-elle en finissant une viennoiserie encore chaude. « C'est tellement pratique. Bien sûr, c'est moins cher que d'autres moyens de transports, mais ce que j'aime surtout, c'est faire des rencontres et parler avec des gens qui viennent souvent d'un autre milieu social ou professionnel ». Faire des économies tout en créant du lien social, telles sont les vertus du covoiturage, qui permet aussi de ménager la planète : « Quand je vois, aux barrières de péages, une file de voitures monstrueuse avec une seule personne dedans, c'est une absurdité sans nom ». Éveline arrive enfin, à l'heure, tout sourire. Le soleil est déjà haut dans le ciel lorsque la voiture sillonne les environs de Bourges.



« Respirer tue ! Changeons de modèle ! La fraude sur les tests anti-pollution commise par Volkswagen sur 11 millions de véhicules a été révélée au grand jour. Mais tout laisse à penser que l'ensemble des tests sous-estime les émissions des véhicules diesel et essence. C'est pour quoi les écologistes ont lancé une pétition pour exiger une enquête européenne. Avec succès, puisqu'elle a recueilli plus de 130 000 signatures en moins d'une semaine ! La suite ? Rester mobilisés, remettre à plat le système des tests anti-pollution et avancer sur la fiscalité verte en taxant les carburants les plus polluants comme le diesel ou le kérosène. »

Karima Delli,
eurodéputée

MICRO-TROTTOIR : RESSENTEZ-VOUS LES EFFETS DE LA POLLUTION DE L'AIR ?

Karim, 22 ans, étudiant, joggeur, à Bron (69)

Souffle « J'ai toujours vécu dans une petite ville de banlieue. Après le bac, je me suis inscrit à la fac de Lyon en STAPS. Je vais courir deux fois par semaine au parc de la Tête d'or et, franchement, j'ai quelques difficultés à respirer. Après à peine 20 minutes de course, il m'arrive de tousser et je me fatigue beaucoup plus vite. »

Philippine, pharmacienne, mère de 3 enfants à Paris (75)

Asthme « J'ai trois enfants, dont deux en bas-âge. Le petit a de l'asthme. À chaque fois qu'on se promène sur les bords du canal et que les pots

d'échappement sont à la hauteur de son visage, je me dis que ça ne peut qu'aggraver les choses. Je ne sais pas si la pollution a déclenché son asthme mais elle l'a aggravé. »

Camille, retraitée à Châtel-Guyon (63)

Cadre de vie « Entre le bruit et la pollution, j'ai l'impression d'être agressée à chaque fois que je vais en ville pour les commissions. Je comprends que les jeunes préfèrent vivre en ville, proches de leur travail, mais s'il y avait des bus et des trains un peu plus réguliers, je suis sûre que ces familles pourraient faire revivre nos villages tout en travaillant en ville. »

→ Signez la pétition : www.change.org/p/pour-une-enquete-europeenne-sur-les-fraudes-anti-pollution-dieselgate

LES EMPLOIS DE DEMAIN

Face à un chômage de masse, la transition énergétique offre des opportunités d'emploi et de vivre mieux.

Les diplômés ne progressent plus du chômage, mais certains secteurs connaissent un tel boom que des postes ne sont pas pourvus ! Les métiers de la transition énergétique sont l'avenir. Les formations du secondaires et du supérieur se sont adaptées. Du BTS au Master, de nouvelles spécialités s'ouvrent dans les universités et les écoles. Julien a obtenu son diplôme en 2014 et a été embauché juste après son stage de fin d'études, dans un cabinet de conseil en gestion environnemen-

tales. À seulement 21 ans, Henri, titulaire d'un BTS Métiers des services à l'environnement, est employé d'une grande collectivité. Il assure le bon fonctionnement de l'ensemble du processus de traitement des déchets. Najat, lauréate en 2012 du trophée régional du développement durable ouvert aux étudiants d'école d'ingénieur, s'est lancée dans l'aventure de l'économie circulaire et emploi désormais cinq personnes. Elle annonce, non sans fierté : « Je crée de l'emploi et de la valeur. J'ai dû



convaincre mes parents qui voulaient que je m'oriente vers un secteur plus classique, mais aujourd'hui, quand ils voient les opportunités qui me sont offertes, ils sont rassurés ».

COWORKING

TRAVAILLER AUTREMENT



100 000 personnes ont déjà travaillé ou travaillent en espace de coworking. Ces espaces rassemblent des travailleurs à distance, des indépendants, qui recherchent un endroit avec un accès à une connexion haut-débit, une ambiance créative et de la solidarité au quotidien.

Plusieurs milliers de lieux se développent en Europe, dont près de 200 en France. Ce phénomène est en expansion, notamment avec le développement du télétravail qui permet de mieux concilier les impératifs professionnels et la vie privée du salarié. Avec le télétravail,

Nicolas, responsable ressources humaines chez un imprimeur en ligne, n'a pas perdu la dimension humaine de son métier et s'estime bien plus épanoui maintenant qu'il a réduit les temps de trajet entre sa maison à la campagne et son lieu de travail dans la zone industrielle d'Amiens.



« La Région doit rompre radicalement avec la logique de sélection par l'échec qui prévaut aujourd'hui en matière de formation. Les lycées professionnels, les dispositifs de formation continue et l'apprentissage doivent être complémentaires et non en concurrence : la meilleure voie pour une personne est celle qui lui convient, et toutes mènent à l'excellence. Soyons particulièrement attentifs aux jeunes sans emploi ni qualification ainsi qu'aux chômeurs de longue durée : ils ont besoin de nous. »

Philippe Meirieu, vice-président de la Région Rhône-Alpes, spécialiste des sciences de l'éducation et de la pédagogie

VIVRE MIEUX

S'ATTAQUER AUX RACINES DES MALADIES

L'explosion des maladies liées à l'environnement et aux modes de vie est un défi de civilisation.

Obésité et diabètes liés à la malbouffe, problèmes respiratoires causés par la pollution de l'air, cancers générés par les perturbateurs endocriniens et notamment les pesticides, addictions



aux drogues ou à l'alcool, stress au travail... Notre santé est mise en danger par nos conditions de vie. Ses impacts affectent de manière inégale les populations, selon leur origine sociale ou géographique. Les populations les plus défavorisées subissent ainsi une double peine : à la précarité économique et sociale s'ajoute une exposition plus grande

aux effets dévastateurs de la dégradation de l'environnement. L'écart saisissant entre l'espérance de vie d'un territoire à l'autre en est une preuve aussi dramatique qu'incontestable. Inciter aux bonnes pratiques pour vivre plus sainement, renforcer l'effort de prévention, combattre à la source les poisons : les écologistes ont des solutions.

3 CHIFFRES-CLÉS

1994 : l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) définit pour la première fois la santé environnementale. Il s'agit d'une composante essentielle de la qualité de vie.

3000 : le nombre de décès par an en France dus au cancer du poumon déclenché par le radon. Le radon ? Un gaz radioactif présent dans les sols et l'atmosphère, notamment en Bretagne ou dans le Massif-Central. Les forages dans les sols ont laissé échapper ce gaz hautement toxique.

30 % : la part de la population concernée par les allergies environnementales. Les allergènes deviennent de plus en plus nombreux, en raison de la transformation des aliments et de l'augmentation de l'utilisation des pesticides.



« Il est grand temps que la santé des citoyens ne soit plus dictée par l'avidité des intérêts privés. Nous continuerons à mettre toute notre énergie pour refonder notre système de santé. Il doit être transparent, juste et surtout débarrassé de l'influence des laboratoires pharmaceutiques. L'un des plus gros problèmes reste le prix élevé des médicaments, des excès tarifaires permis par la multiplication injustifiée des brevets. Je me bats à l'échelle européenne et sur le terrain en France pour construire des alternatives. »

Michèle Rivasi,
eurodéputée

BIEN MANGER

LE BIO ET LE BON POUR TOUS ?

Et si l'alimentation bio et de qualité était accessible à tous ? Et si on exigeait de nos régions qu'elles accompagnent les agriculteurs pour reformer les ceintures maraîchères qui existaient encore autour de toutes les grandes villes dans les années 50 ? Pour que les prix restent abordables, il faut privilégier des circuits courts en multipliant les points de vente bio : des AMAP bien sûr (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), mais aussi des coopératives de producteurs, des supermarchés bios. La qualité de vie est un droit pour tous.



Agriculture

OGM

NON, C'EST NON !

Les OGM sont un combat de longue date. Un combat sans cesse renouvelé par l'inventivité des lobbies, qui ne rechignent jamais à faire passer leurs intérêts privés avant l'intérêt général. Si les négociations TAFTA comportent un danger imminent pour l'ensemble des citoyens et consommateurs, l'approbation récente par la

commission européenne de 19 espèces d'OGM est d'ores et déjà une décision scandaleuse.

Bien que certains États, comme la France, interdisent toujours la culture et la commercialisation des OGM sur leur territoire, comment garantir que des produits transgéniques ne se retrouvent pas dans les rayons des grandes



surfaces françaises ?

Les écologistes réclament la transparence et l'étiquetage des produits OGM pour que chacun puisse

conserver toute sa liberté de consommer des produits sains en Europe. La mobilisation citoyenne sera décisive.

FILIÈRE BIO

NOS CANTINES PEUVENT CHANGER NOS CAMPAGNES !



Quand on parle agriculture, on doit chercher des marchés et des débouchés commerciaux solides et rassurants pour les paysans. Les cantines scolaires et la restauration collective sont en cela un formidable levier pour transformer nos campagnes. En effet, avec près de 11 millions de repas servis par jour, c'est une aubaine pour lancer des cultures biologiques et de qualité. En intégrant dans les cahiers

des charges des cantines des clauses de goût et de bonnes pratiques, il est possible de réorienter entièrement l'agriculture française qui va si mal. En développant les cultures maraîchères, le bio, l'élevage de qualité, en construisant des circuits courts, en soutenant les entreprises de transformation en bio (légumeries...), on peut réinventer une agriculture durable qui donne du goût à nos assiettes !



« **Les alternatives existent ! On peut se nourrir correctement avec des produits de meilleure qualité, sans dépenser plus. Ça veut dire par exemple manger un peu moins de viande (c'est meilleur pour la santé). Avec les circuits courts, ce n'est plus la grande distribution qui décide et qui fixe les prix. Ainsi, on contribue à la fois à améliorer les conditions de vie des paysans tout en assurant le bien-être et la santé des consommateurs !** »

José Bové,
eurodéputé

PESTICIDES

STOP OU ENCORE ?

Tous les scientifiques et les médecins confirment que les pesticides sont mauvais pour la santé des consommateurs, mais aussi des agriculteurs. Atteinte à la fertilité, cancers, mauvais développement des fœtus, mais aussi algues vertes, eaux impropres à la consommation... Nos terres sont malades des engrais azotés et de toute la chimie dont l'agriculture productiviste et endettée a besoin pour survivre au sein de marchés mondiaux hyper-concurrentiels. Peut-on sevrer notre agriculture de son addiction à la chimie et à l'exportation sans la ruiner ? Oui, car l'agriculture biologique peut nourrir les populations locales et donner un revenu décent aux agriculteurs. La France est aujourd'hui le 3^e pays d'agriculture biologique en Europe alors qu'elle est le premier producteur d'agriculture conventionnelle. Réagissons !

Énergies

FESSENHEIM DOIT FERMER !



La doyenne des centrales nucléaires, bâtie en Alsace sur la plus grande nappe phréatique d'Europe, ainsi que sur une zone sismique, connaît des incidents à répétition. Elle est un danger immédiat pour la santé et la sécurité de nos concitoyens. À l'heure où la France entame le virage de la transition énergétique, la centrale de Fessenheim doit impérativement fermer, tout en engageant la reconversion des salariés vers des filières d'avenir. Alors que le mythe du nucléaire sûr et peu cher s'écroule, l'avenir est au développement des énergies renouvelables, qui représentent un gisement d'emplois considérables et une opportunité pour construire un nouveau modèle de société.

PHOTOVOLTAÏQUE VOTRE TOIT A DES RESSOURCES !



Améliorer sa vie au quotidien et lutter contre le réchauffement climatique avec son toit, c'est possible !

Alors que chacun se demande comment agir, une solution existe : le

photovoltaïque. Utilisons nos toits, produisons notre énergie en posant des panneaux solaires, vendons-la à d'autres, consommons-la pour éclairer et chauffer nos maisons. Levons les yeux, le soleil est une ressource

illimitée, gratuite, il est aussi un excellent complément de revenu pour les ménages, les agriculteurs et les éleveurs. Alors, qu'attendons-nous pour passer aux énergies renouvelables ?

TROIS QUESTIONS À DENIS BAUPIN *Député et vice-président de l'Assemblée nationale*

« INVENTONS UN NOUVEAU MODÈLE »

ÉCOLOnews : Les écologistes promeuvent la transition énergétique. Qu'est-ce que c'est ?

Denis Baupin : Un nouveau modèle qui mise à la fois sur le développement des énergies renouvelables et un usage plus efficace de l'énergie au lieu de gaspiller : en isolant les bâtiments, en privilégiant les transports collectifs et les voitures plus sobres, etc. C'est une formidable opportunité pour faire face aux enjeux environ-

nementaux majeurs (dérèglement climatique, épuisement du pétrole, risque nucléaire) tout en créant des centaines de milliers d'emplois et en redonnant du pouvoir d'achat.

ÉCOLOnews : Les énergies renouvelables, ça marche ?

DB : L'Ademe a démontré que le 100 % renouvelable est non seulement possible mais aussi moins risqué et moins coûteux. Au niveau planétaire, éolien et solaire explosent

tous les objectifs prévus. La seule question est de savoir si la France saura rejoindre ce mouvement ou si elle restera une nouvelle fois accrochée à son minitel quand tout le monde passe à internet.

ÉCOLOnews : Le nucléaire est-il une solution contre le réchauffement climatique ?

DB : 75% des émissions de gaz à effet de serre n'ont aucun lien avec la production d'électricité : agriculture,

transports... Et pour l'électricité, l'Agence internationale de l'énergie a montré qu'il est beaucoup plus efficace, moins coûteux et plus rapide de miser sur le gisement des économies d'énergie et des énergies renouvelables que sur le nucléaire.



LA MER MONTE

LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE, CE N'EST PAS QUE POUR LES AUTRES

2°C de plus, ce n'est pas synonyme d'été, de soleil et de vacances...

Avec +2°C, ce sont plus de drames : perdre son commerce lors d'une inondation, assister à la destruction de sa maison en bord de mer, perdre ses récoltes à cause des sécheresses... Ces événements sont les conséquences les plus visibles du dérèglement climatique, comme le sont la fonte des glaciers et la hausse du niveau des océans et des mers à travers le monde. Déjà 19 cm de plus depuis le XIX^e siècle selon le GIEC ; un mètre d'ici la fin du siècle si rien n'est fait. L'alerte est donnée et menace en premier lieu les régions côtières comme une part considérable de notre biodiversité : refusons d'être spectateurs.

Des épisodes météos de plus en plus violents

Début octobre, des inondations ont frappé le sud



de la France avec un bilan humain désastreux. L'aggravation de ces catastrophes est principalement due à l'urbanisation galopante des villes et à l'artificialisation des sols qui empêchent aux pluies d'être absorbées par la terre. Or, avec le dérèglement climatique, ces épisodes extrêmes sont amenés à se multiplier

avec une violence toujours plus accrue. L'urgence est à la prévention afin d'éviter que, de nouveau, des vies soient menacées. La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre est donc un enjeu global aux conséquences locales : aux pouvoirs publics de réagir et de repenser un urbanisme durable et respectueux de la nature.



« *Le dérèglement climatique s'est durablement invité dans nos vies. Il faut relever ce défi pour protéger la planète, mais également nos valeurs de solidarité, justice et démocratie. Pollution, inondations, sécheresse ou perte de littoral, notre quotidien est déjà impacté. La solution passe par un changement des politiques publiques dans les transports, l'urbanisation, l'alimentation. Alors un accord entre États à la COP21 bien sûr, mais rien ne s'arrêtera là, nos régions doivent être les actrices majeures de ce changement.* »

Pascal Durand,
eurodéputé

LA CONFÉRENCE CLIMAT (COP21). C'EST QUOI ?

C'EST QUAND ? Du 30 novembre au 11 décembre 2015.

C'EST OÙ ? Au Bourget (93), près de Paris.

AVEC QUI ? Les chefs d'États et représentants de 196 pays, des collectivités locales, des organisations de la société civile, des entreprises. La France, hôte de l'événement, préside les négociations.

POUR QUOI FAIRE ? Obtenir le **premier accord universel, ambitieux et contraignant** de réduction des gaz à effet de serre. Objectif ? Limiter la hausse des températures de 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle.

COMBIEN ÇA COÛTE ? 180 millions d'euros.



Illustration extraite de « Climat : la guerre de l'ombre », textes de Yannick Jadot et planches dessinées de Léo Quievreux



« Catastrophes naturelles, réfugiés climatiques, extinctions animales... Le futur de notre planète et de ses habitants pourrait paraître bien sombre. En effet, à l'approche d'un nouveau sommet international sur le climat, n'est-il pas déjà trop tard ? Les générations futures sont-elles condamnées à un futur apocalyptique ? Bien sûr que non ! Si nous inventons un nouveau modèle de développement, nous pouvons conserver une planète hospitalière. Gardons espoir ! S'adapter à la nouvelle donne climatique, c'est l'occasion de promouvoir une société plus solidaire et plus vertueuse. Passons d'une société matérialiste à une société du bien-être. Cessons de courir derrière une croissance perdue pour valoriser enfin la recherche du bonheur. L'urgence climatique est l'occasion de réinventer notre manière de vivre en société, de faire passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers. Ne laissons pas passer notre chance. »

Emmanuelle Cosse,
secrétaire nationale d'EELV

Spécial climat

MOBILISATION COP21

ALLONS ENFANTS DE LA PLANÈTE !

Le 29 novembre, on marche !

La marche mondiale pour le climat sera l'évènement phare de la mobilisation citoyenne à l'approche d'un rendez-vous déterminant pour l'avenir de l'humanité : la COP 21. Ne restons pas spectateurs face à l'inaction climatique et ses conséquences quotidiennes. Des centaines de milliers de citoyens marcheront à Paris comme

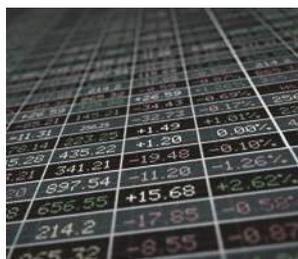
dans d'autres villes de France et du monde pour réclamer des actes en matière climatique. Soyons le plus nombreux possible pour montrer notre force, pour impulser un sursaut citoyen massif, indispensable à la réussite de la Conférence climat, et capital pour gagner la bataille climatique.



TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

POUR SAUVER LE CLIMAT, TAXONS LA FINANCE

La question financière sera l'une des clés du succès dans la perspective d'un accord mondial, ambitieux et contraignant sur le climat.



Le Fonds Vert pour le climat, nécessaire pour financer l'adaptation des pays en développement aux effets du dérèglement climatique, est justement l'un des gages du consensus entre les pays les plus riches, largement respon-

sables de la situation actuelle, et les pays les plus pauvres. Comment le financer ? Une taxe sur les transactions financières au niveau européen pourrait rapporter 35 milliards d'euros par an, soit une manne précieuse pour financer l'aide

publique au développement (sida, accès à l'eau...) et la lutte contre le dérèglement climatique.



DEUX QUESTIONS À **RONAN DANTEC** sénateur

« Chacun peut agir »

ÉCOLOnews : **Qu'attendez-vous de la COP 21 ?**

Ronan Dantec : Il s'agit de tracer un scénario crédible pour limiter le réchauffement à 2°C. Alors que monte un climatofatalisme redoutable, il faut que l'engagement des États, les mécanismes de transparence et de révision de l'accord et les dynamiques des acteurs non étatiques

confirment que si chacun assume sa part de responsabilité, nous relèverons ce défi majeur. La COP doit aussi affirmer la nécessité d'une approche territoriale en donnant accès aux financements aux collectivités locales, notamment à celles du Sud.

ÉCOLOnews : **Les citoyens peuvent-ils agir ?**

RD : Chacun peut agir même si nous n'avons pas tous les mêmes marges d'action. Les citoyens doivent alerter

leurs élus sur le caractère prioritaire des politiques climatiques aux échelles locale, nationale et européenne. Si les dirigeants sentent qu'ils seront évalués sur cet enjeu, ils en feront une priorité d'action. Ils doivent avoir face à eux des citoyens investis, porteurs d'alternatives associatives, économiques. Affronter cet enjeu, c'est aussi heurter des habitudes et des situations acquises.



« Limiter le réchauffement à 2°C, c'est garder 80% des réserves de pétrole, charbon et gaz dans le sol. Il faut donc stopper les milliers de milliards de dollars d'investissements dans ce secteur. Pour cela citoyens, salariés et épargnants frappent à la source : les banques, les fonds de pension, les assurances, les États et les collectivités qui le financent. Déjà 500 campagnes de désinvestissement dans près de 190 pays ! »

Yannick Jadot, eurodéputé

Se loger

RÉNOVATION THERMIQUE

ISOLER LES LOGEMENTS

C'est gagnant-gagnant !

Jocelyn et sa famille économisent désormais 100€ chaque mois. Comment ? Avec des travaux d'amélioration thermique de leur maison. « Nous avons bénéficié de subventions de l'Agence nationale de l'habitat, de notre ville mais surtout du Conseil régional qui nous ont permis de changer notre système de chauffage et de mieux isoler notre maison. Nous l'avons achetée il y a très longtemps et nous dépensions beaucoup d'argent pour nous chauffer », explique Jocelyn. De tels travaux permettent en effet d'alléger la facture énergétique et contribuent dans le même temps à lutter contre le réchauffement climatique en limitant les consommations d'énergie.

Enfin, autre avantage : « Rénover 500 000 logements permettrait de créer 75 000 emplois », complète Isabelle, coordinatrice d'une plateforme



de rénovation thermique de l'habitat, qui informe les habitants sur les aides dont ils peuvent bénéficier pour engager de tels travaux. La rénovation énergétique des logements, c'est profitable à tous, à condition que les collectivités prennent leur part pour aider les ménages. Dans de nombreuses régions, des finan-

cements sont accordés, notamment pour faciliter les travaux dans des copropriétés. C'est donc une nécessité pour la planète, une mesure de justice sociale — surtout pour les près de 6 millions de Français qui sont victimes de la précarité énergétique — et un moyen de créer des emplois qualifiés et non-délocalisables !

ENCADREMENT DES LOYERS

UN PEU D'AIR POUR LES LOCATAIRES

« J'ai réussi à faire baisser mon loyer de plus de 50€ », se félicite Julien, étudiant, locataire d'un studio dans le 19^e arrondissement de Paris. Grâce à l'encadrement des loyers, entré en vigueur le 1^{er} août 2015 à Paris, plus de 60 000 personnes vont voir leur loyer

diminuer. Concrètement, une carte par quartier a été établie en fonction des caractéristiques des logements permettant à chaque locataire de savoir si le loyer proposé est conforme à cette nouvelle réglementation. Depuis la rentrée, les locataires pri-

siens peuvent donc souffler un peu. « Je ne comprends pas pourquoi Paris est seule bénéficiaire de cette nouveauté ? », s'interroge Julien. « J'ai beaucoup d'amis à Lille par exemple qui ont eux aussi des loyers beaucoup trop chers ! ».



Une mesure de justice sociale

« Ce qui a guidé mon action lorsque j'étais ministre, c'était l'accès au logement pour tous. L'encadrement des loyers est une mesure plébiscitée par une majorité de Français. Il est indispensable d'aller plus loin et rapidement : cette mesure doit s'appliquer dans les 28 agglomérations prévues par la loi. À Strasbourg, Nantes ou Nice, les habitants ne comprennent pas pourquoi ils ne peuvent pas en bénéficier eux aussi. La mise en œuvre partout où c'est prévu de l'encadrement des loyers serait une véritable mesure de justice sociale. »

Cécile Duflot,

députée, ancienne ministre de l'Égalité des territoires et du logement.



→ Signez la pétition sur encadrementdesloyers.fr

RECYCLAGE

OBJECTIF ZÉRO DÉCHET ?

En France, nous sommes les champions de l'incinération. Tout est brûlé, y compris les biodéchets qui pourraient être compostés et valorisés. Or, avec un peu de volonté politique, nous pouvons faire mieux, comme l'a fait San Francisco aux États-Unis. On peut valoriser et réduire nos poubelles. Car le meilleur déchet, c'est celui qu'on ne produit pas ! En quinze ans, la grande

ville américaine a réussi à créer une filière de recyclage des déchets de la construction, à supprimer les sacs et les bouteilles plastiques, à composter l'essentiel de sa production de déchets... C'est bon pour la planète, mais aussi pour l'emploi ! 1 000 tonnes incinérées nécessitent trois salariés, 1 000 tonnes recyclées, c'est trente-et-un emplois non délocalisables !



NATURE EN VILLE

Pour Anne, jeune retraitée habitant un quartier de Nantes, « jardiner avec ses voisins, ça crée des liens ». Depuis plusieurs années maintenant, la création de jardins partagés essaime un peu partout en ville. L'objectif ? Développer des espaces d'agriculture urbaine et de biodiversité, offrir aux citoyens un contact direct avec la nature et contribuer à lutter contre les effets du dérèglement climatique. En effet, alors que les canicules risquent de se multiplier dans les prochaines années, le retour de l'eau et de la végétation contribue à rafraîchir la ville et permet ainsi de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain. « C'est une véritable bouffée d'oxygène » se félicite Anne. Partage, jardinage et écologie forment ainsi les maître-mots de ces oasis en milieu urbain.

LES ZONES HUMIDES NE SONT PAS DES TERRAINS DE JEU POUR GRANDS PROJETS INUTILES

Les zones humides sont des refuges pour de nombreuses espèces et bactéries. Écrins de verdure, elles peuvent prendre place dans des marais, des tourbières et des prairies humides. Outre un rôle de régulateur naturel, elles sont une véritable richesse pour notre société. Elles rendent gratuitement de nombreux services : régulation des ressources en eau, prévention des

crues, épuration naturelle de l'eau et filtration des polluants. Ces grands espaces naturels sont à protéger des Grands Projets Inutiles Imposés et des méthodes autoritaires d'aménagement du territoire. Ne les laissons pas disparaître sous des dalles de bétons. Protégeons-les, puisqu'elles nous protègent.



« Dans le projet de loi « biodiversité », j'ai fait adopter des amendements sur la biodiversité en ville, sur l'interdiction des pesticides néonicotinoïdes. Le combat continue pour interdire le chalutage profond, pour créer un statut juridique de l'animal sauvage ou pour inscrire dans notre législation un principe de non-régression du droit de l'environnement. Mais le sujet n'est pas prioritaire pour le gouvernement : le texte, déposé en mars 2014, n'a toujours pas été examiné au Sénat... C'est bien trop long face à l'urgence ! »

Laurence Abeille, députée

LES NOUVEAUX CHEMINS DE CULTURE



Partout en France, on donne des couleurs nouvelles à la démocratisation culturelle, sous l'impulsion de collectivités locales, d'artistes, de bibliothèques, de salles de spectacles... L'enjeu : répartir équitablement sur le

territoire l'offre culturelle, la rapprocher des habitants pour qu'ils puissent s'en emparer, faire tomber les frontières symboliques qui empêchent d'entrer dans les grandes institutions. Résultat : une multitude de bus-bibliothèques dans des cités, du théâtre à la ferme ou en appartement, des ateliers de création sur des marchés... On dit oui !

DES LIEUX POUR CRÉER ET PARTAGER !

Entre les grandes institutions et les petits centres culturels, tous issus de la volonté publique, il existe des lieux produits par la société civile. Squats, lieux intermédiaires, cantines associatives, galeries d'art à la campagne... Les citoyens ne cessent d'inventer des nouvelles formes de faire culture commune. Mutualisation, échanges, accueil d'initiatives locales : ces nouveaux lieux sont en prises avec leur territoire. Sous l'impulsion des écologistes, la Région Île-de-France a commencé à soutenir ces « Fabriques de Culture » utiles à tous. Et si on développait ce label dans toutes les régions ?

TROIS QUESTIONS À PÉNÉLOPE BAGIEU

Sa BD sur le chalutage en eaux profondes a fait connaître ce scandale au grand public.



ÉCOLOnews : Comment expliquez-vous le succès de votre BD ?

Pénélope Bagieu : C'est beaucoup plus facile de faire passer un message long et dense par une petite BD que par n'importe quel autre moyen. Avec une BD, on prend les gens « en traître » : ils ne se rendent pas compte qu'on est en train de leur raconter quelque chose et, avant qu'ils n'aient eu le temps de changer de page, hop, ça y est, ils ont lu !

ÉCOLOnews : D'où vient votre engagement ?

PB : J'avais rencontré Claire Nouvian de l'ONG Bloom à une conférence Ted, durant laquelle elle expliquait à peu de chose près tout ce que j'ai repris dans ma BD : ce scandale politique qu'était la pêche en eaux profondes pratiquée par la Scapêche. Ça m'a bien évidemment mise

hors de moi, alors j'ai cherché comment contribuer à ma manière : en l'occurrence, mon dessin et ma visibilité sur internet, et justement pas auprès de gens habituellement sollicités par ce genre de pétitions.

ÉCOLOnews : Quels sont vos projets futurs ?

PB : Je voudrais faire une BD (un peu plus longue) pour expliquer quelque chose que j'ai

découvert à New York et qui a complètement transformé ma façon de consommer : une coopérative dans laquelle chacun doit travailler sur une production locale et biologique, qui court-circuite complètement la grande distribution, en échange de prix très bas. Si on pouvait développer ce système dans toutes les villes en France, on gagnerait vraiment une bataille.



→ Retrouvez Pénélope Bagieu sur son blog www.penelope-jolicoeur.com



« La culture doit permettre, au même titre que l'action sociale ou économique, de lutter contre l'exclusion et créer du lien social. La culture sous tous ses aspects : des nouvelles expériences innovantes aux créations les plus traditionnelles, du spectacle vivant aux livres, du théâtre de rue au cinéma... Pour citer Nelson Mandela : « La culture est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde. »

Noël Mamère, député

Éthique et citoyenneté

LOBBIES

UNE BATAILLE POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Redonner le pouvoir aux citoyens passe par remettre les lobbies à leur place.

Sans réglementation ni lois, nous continuons à subir l'assaut des lobbies : prix excessif des médicaments, guerre contre le paquet neutre, désinformation sur le nucléaire... A-t-on oublié que la puissance publique peut demander des comptes et être implacable face à la corruption et aux conflits d'intérêts ? Mettons fin à un système opaque en lui imposant des règles de transparence : interdiction du lobbying dans les institutions, publications des



contributions des lobbies reçues par les élus (amendements pré-rédigés par exemple), publications des

indemnités de mandat et des frais annexes du personnel politique. L'intérêt privé n'a pas à faire la loi.

POLITIQUE

MÊLONS-NOUS DE NOS AFFAIRES !



Et si la politique était une co-construction ? Les citoyens sont les mieux placés pour savoir ce dont ils ont besoin. De nombreux dispositifs existent déjà, utilisons-les ! Budget participatif, participation à l'élaboration de grands projets, implication des habitants dans les opérations de renouvellement urbain, droit d'interpellation, droit de veto sur les démolitions... Proposer aux citoyens de s'investir concrètement dans leur quotidien en leur donnant la parole est le meilleur moyen pour recréer des liens de proximité avec les politiques. Il est urgent de nous mêler de nos affaires !



POLLUEURS-PAYEURS

LA PUISSANCE PUBLIQUE DOIT ÊTRE EXEMPLAIRE !

L'argent public peut contribuer à lutter contre le dérèglement climatique et améliorer notre qualité de vie. Les collectivités locales comme les Régions peuvent soumettre les marchés publics et le versement de leurs aides au respect de l'environnement. Les dépenses publiques sont

un levier efficace pour transformer les mauvaises habitudes en bonnes pratiques ! En soutenant des projets innovants, bons pour la planète et les ménages, on écarte les projets polluants. Ainsi, on donne un malus aux pollueurs et un bonus aux éco-responsables !



« Les Français méritent que leur argent soit bien utilisé. Nos régions doivent promouvoir de meilleures pratiques. En refusant de travailler avec des institutions implantées dans les paradis fiscaux ; mais aussi en s'imposant plus de transparence dans les prises de décisions, pour que les projets soient ceux voulus par les citoyens et non par les lobbies. Voter écolo, c'est voter pour l'intérêt général. »

Eva Joly,
eurodéputée

ÉCOLOnews

L'OURS

AFE Régionales 2015 EELV IDF
6 bis, rue Chaudron - 75010 Paris

Direction de publication

Emmanuelle Cosse

Direction de rédaction

David Cormand

Rédacteurs en chef

Jérémy Magne - Éric Thébaud

Graphisme - Mise en page

Laura Pigeon

sur une maquette-crédit

de Geraldine Boyer

Suivi de fabrication

Toufik Zarrougui

Ont participé à ce numéro :

Léa Balage, Maité Gérard, Sarah

Laffon, Ewen Mahé, Anne-Lise

Polack, Jonathan Sorel

Photos :

EELV national - Laura Pigeon -

Fotolia - Shutterstock - Wikimedia

Pictogrammes :

Robert Bjurshagen, Matthijs de

Block, Joseph Wilson

Imprimé sur papier recyclé



Faire ensemble

JARDINS PARTAGÉS

FLEURS DE GÉNÉRATIONS

C'est l'histoire d'un petit jardin partagé dans le nord-est parisien, installé entre une crèche et un EHPAD*.

Ce qui pourrait être une frontière, les animateurs des deux institutions en ont fait une zone de rencontre, un petit morceau de verdure planté en commun entre les mamies et les bambins. Bien sûr, tout n'est pas rose, la rencontre entre les jeunes et

les séniors ne se passent pas sans débat ni râleries, mais — confie une des animatrices — « on avance ensemble, au rythme des végétaux et des différentes générations ».

* Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes.



SPORT FÉMININ

LE MATCH NE FAIT QUE COMMENCER

Avec les excellents résultats des équipes féminines françaises de haut niveau, le sport féminin gagne des places, mais pas sur tous les terrains.

La pratique féminine amateur et l'occupation des équipements par les femmes restent encore trop marginales. Pour féminiser les espaces sportifs, il faut être pragmatique : proposer des horaires cohérents et souples pour les femmes, ouvrir des vestiaires et des douches réservés, construire des équipements en coordination avec des habitantes. Sur un autre terrain, entre

sport féminin et pouvoir, l'accès des femmes aux postes d'encadrement et de direction dans les institutions sportives est largement insuffisant (14 femmes pour 119 fédérations). Côté médias, les épreuves féminines ont fait un bond considérable, mais le chemin est encore long pour que les femmes aient toute leur place à la Une.



ACCESSIBILITÉ

DES VILLES REPENSÉES POUR UNE ÉGALITÉ RÉELLE



sion de sensibiliser notre société aux handicaps et transformer les regards pour arriver à une égalité réelle.

Aller vers une égalité réelle pour les personnes en situation de handicap doit être une priorité. Éducation, sport, voirie, urbanisme, transport : il faut faire évoluer les mentalités et transformer nos villes. Les plus jeunes doivent avoir toute notre attention : la scolarité en milieu ordinaire est un véritable atout pour les enfants en situation de handicap. Nous devons pour cela développer l'accessibilité des établissements, renforcer l'accueil périscolaire, structurer l'offre sportive handi-jeunes. Ailleurs, le soutien aux projets culturels portés par des personnes en situation de handicap est un gage d'autonomie. Les grands événements sportifs à venir, notamment l'Euro 2016 et les jeux olympiques/paralympiques, doivent également être l'occa-



« Dans les quartiers populaires, on a peut-être beaucoup fait pour les gens, mais rarement avec eux. Lutter contre l'individualisme qui isole chacun dans sa génération, son origine, son territoire, c'est faire reculer l'extrême-droite. Dans les clubs de sport, les associations, les démarches participatives, les entreprises solidaires... Les habitants veulent se construire un avenir commun ! »

Mohamed Mechmache, président d'ACLEFEU et animateur social

Marche mondiale pour le climat

ALLONS ENFANTS DE LA PLANÈTE!



MARCHE MONDIALE POUR LE CLIMAT

LE 29 NOVEMBRE

JE MARCHÉ JE SAUVE LE CLIMAT

EELV.FR



Vos candidat-e-s écologistes



Sophie BRINGUY (36 ans) SARTHE - PAYS DE LA LOIRE

Arrivée au Mans en rejoignant l'équipe de France Nature Environnement en 2005, Sophie BRINGUY fait partie des candidatures d'ouverture qui ont incarné l'esprit Europe Ecologie en 2010. Vice-présidente en charge de l'environnement durant ce mandat,

elle souhaite poursuivre cet engagement et améliorer concrètement le quotidien des habitant-e-s de la Région. « Je suis convaincue qu'il existe des solutions concrètes pour améliorer l'avenir tout en répondant aux besoins d'aujourd'hui. Je souhaite faire

partager l'espoir et l'envie des écologistes. Il y a des alternatives et nous les mettrons en avant durant cette campagne. D'autant que la Région, avec ses nouvelles compétences, est un outil adapté pour enclencher la transition écologique de nos territoires. »



Franck NICOLON (52 ans) LOIRE-ATLANTIQUE

Travailleur social dans la protection de l'enfance depuis 30 ans, Franck NICOLON est animé par la nécessité de restaurer le lien social. Le mieux vivre-ensemble se construit aussi bien à partir d'une répartition plus équitable des richesses que

que par la reconnaissance de l'autre dans sa culture. A ce titre, la Région doit enfin reconnaître l'identité bretonne dans nos territoires.

« La Région est l'échelon idéal pour mettre en œuvre l'écologie concrète et positive que nous portons. Nous devons permet-

tre à chacun et chacune d'accéder à ces droits fondamentaux : travailler, se loger et se déplacer sans compromettre les générations futures. Faisons renaître l'espoir chez nos concitoyen-ne-s et donnons leur envie de s'emparer des leviers de l'action publique. »



Christelle CARDET (43 ans) MAINE-ET-LOIRE

Conseillère régionale depuis 2010, Christelle CARDET a défendu plusieurs priorités comme la garantie d'un accès pour tous à l'offre de formation sur tous les territoires (de nos villes à nos campagnes) ou l'anticipation des besoins pour accompagner la trans-

formation écologique de l'économie. Militante associative, elle a vu que les associations sont pivots forts du développement local, qu'il soit social, économique ou culturel. « Le défi de l'emploi passe inmanquablement par la formation : faisons émerger un

modèle de développement économique qui profite aux territoires et à ses habitants, créateur de lien social et d'emplois locaux, afin de répondre au mieux aux défis actuels et à venir. Soyons imaginatifs, innovants et audacieux pour notre région. »



Maël RANNOU (26 ans) MAYENNE

Militant dans les milieux culturels et le syndicalisme étudiant, Maël RANNOU a été co-président national de Fac Verte. Aujourd'hui bibliothécaire, auteur de BD (sur les combats écologiques notamment) et éditeur, il est revenu sur sa terre natale pour exercer son

métier en milieu rural. Il souhaite participer à la redynamisation du territoire et porter la voix des jeunes citoyen-ne-s. « Mobilité, études, emploi, ouverture au monde : le quotidien et l'avenir de notre génération se jouent aussi à la Région. Dans un départe-

ment rural comme le nôtre, l'accès aux services publics et à la culture sont des défis importants que la Région doit relever. Écologiste convaincu, je sais que la culture et l'éducation sont les clefs essentielles d'une véritable transition de la pensée. »



Lucie ETONNO (29 ans) VENDÉE

Diplômée en économie, Lucie ETONNO est serveuse à Dompierre-Sur-Yon, commune où elle a choisi de s'investir : AMAP, associations de compostage et de solidarités, etc. Souhaitant valoriser les initiatives locales citoyennes sur les territoires, elle considère

que la politique doit être accessible à toutes et à tous. « Face aux crises majeures que nous traversons, portons un projet de société qui agisse pour l'ensemble des citoyens, qui réponde aux défis environnementaux, sociaux et sanitaires. Le sens de mon engagement

prend racine dans ces défis que nous devons relever ensemble. Accélérons la transition énergétique et poursuivons l'effort d'égalité des territoires sur les questions de transports, de circuits de proximité, de santé, de logement, de culture ou encore d'éducation. »

TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE L'ÉCONOMIE **+45.000 emplois d'ici 2020**



AGRICULTURE BIOLOGIQUE
+3.500
+10% par an d'exploitations bio
en accélérant le soutien à l'agriculture paysanne et biologique



RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS
+4.000
Un **Pass rénovation** pour généraliser la rénovation énergétique des habitations



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
+13.000
Un **Plan 100% énergies renouvelables** en Pays de la Loire en 2050

RÉCUPÉRATION, RÉPARATION ET MAINTENANCE
+25.000
Une stratégie régionale d'**économie circulaire**
Un **volet économie sociale et solidaire** dans le futur SRDEII*

*Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation

Retrouvez en ligne nos propositions pour l'emploi et la transition écologique :

- **Régionalisation du service public de l'emploi** et création de **Cités des Métiers de la transition** dans chaque département
- Mise en circulation de nouvelles **monnaies locales complémentaires** pour soutenir l'initiative économique locale
- Renforcement de la **conditionnalité des aides régionales** aux entreprises pour les encourager à diminuer leur impact sur l'environnement et le climat
- **Désinvestissement carbone** pour réduire l'empreinte écologique des commandes publiques



Suivez-nous en ligne sur **bringuy2015.fr**

et sur les réseaux sociaux :  facebook.com/Bringuy2015  [@Bringuy2015](https://twitter.com/Bringuy2015)

Local de campagne : 30 rue de Strasbourg, 44000 Nantes / 06 95 53 42 00 / contact@bringuy2015.fr

